

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les politiques d'austérité menées par les différents gouvernements successifs ne cessent de s'amplifier et cette période de COVID 19 n'y échappe pas. C'est dans ce contexte que le 25 mai dernier, le Premier ministre a ouvert le « Ségur de la santé » avec de belles promesses et à grand renfort médiatique. Depuis, les organisations syndicales de la santé appellent à une journée de mobilisation le 16 juin prochain.

Concomitamment, la fédération des personnels des services publics et des services de santé FORCE OUVRIÈRE a saisi par courrier le secrétaire d'État, Olivier DUSSOPT, pour que les éventuelles améliorations qui pourraient ressortir des négociations « SÉGUR » soient transposées aux agents de la fonction publique territoriale.

À ce jour et malgré de nombreux rappels, aucune réponse. C'est inacceptable !!! Cela démontre le mépris du gouvernement envers la fonction publique territoriale.

Pourtant, l'ensemble des agents a su se mobiliser lors de cette pandémie pour assurer un véritable service public. Si la population a reconnu le dévouement et de la nécessité des services publics (EHPAD, ASFAM, Nettoyement, écoles, sapeurs-pompiers, police municipale, services administratifs, techniques, animations, égoutiers...), il n'en demeure pas moins que les messages de soutien, les applaudissements et tous autres gestes de reconnaissance ne suffiront pas à satisfaire les légitimes revendications des agents de la FPT.

Pour preuve, la publication du décret sur la prime COVID pour les agents des EHPAD, est-il si difficile de déterminer un montant pour l'ensemble des personnels de ces établissements et des services d'aide à domicile ?

Dans ce contexte de mépris du gouvernement et de certains employeurs où les promesses ne sont pas tenues, où beaucoup de collectivités profitent de cette crise pour rogner les droits des agents, la fédération appelle à une journée de mobilisation nationale le 16 juin prochain.

Pour toutes ces raisons, la fédération qui tout au long du confinement est intervenue à tous les niveaux pour faire reconnaître l'investissement des fonctionnaires territoriaux, dépose un préavis de grève couvrant toutes initiatives.

Nous revendiquons :

- La revalorisation des carrières pour tous les agents ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice à hauteur des 18 % ;
- L'abandon des réformes en cours (retraites, réforme de la fonction publique...);
- Le versement des primes liées au COVID à tous les agents ;
- L'abandon du jour de carence (hors COVID) ;
- Le retrait de l'ordonnance imposant la prise de congés et CET ;
- La suppression des jours de congés maladie ;
- Le respect de l'expression des représentants syndicaux dans les instances ;
- L'arrêt des licenciements et non renouvellement de CDD ;
- Le respect des conditions de travail ;
- L'arrêt du harcèlement.

Le secrétariat fédéral

Fait à Paris, le 10 juin 2020

Contacts Presse /Dominique REGNIER : 06.83.82.38.76

Didier PIROT : 06.20.77.49.38